

**Objet :**

**Modification du  
versement du régime  
indemnitaire tenant  
compte des fonctions, des  
sujétions, de l'expertise et  
de l'engagement  
professionnel  
(R.I.F.S.E.E.P)**

**EXTRAIT**

**Du registre des délibérations du Conseil Municipal**  
**Séance ordinaire du 9 Septembre 2024.**

*Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 2 Septembre 2024.*

**Présents :** ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARON Marianne, CARPENTIER François, DEMILLY Nicole, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DURIEUX Jean, GEORGES Hugo, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte, MAIRIAUX Isabelle, PARIS Vanessa, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Corinne, WAGER Michel. (21 membres).

**Ont donné procuration :** DESSE Janique (à TOURNAY Sylvie), DESSE Perrine (à DENYS Agnès), PALMISTE Logan (à CARON Marianne), N'DIAYE Betty (à GEORGES Hugo), OUMHETA Bilel (à BAUDOUX Bernard) . (5 membres).

**Excusés :** DEHIER Philippe, DURSENT Sébastien, YEDDOU Leïla. (3 membre).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

-----

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du I<sup>er</sup> alinéa de l'article la loi 11<sup>0</sup> 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire du ministère de l'action et des comptes publics du 15 mai 2018 relative au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique,

Pour compléter les délibérations numéros 388 (prise lors du CM du 27/04/2017), 451 (prise lors du CM du 19/10/2017) et 295 (prise lors du CM du 23/02/2022),

### Contexte de la transposition du régime indemnitaire dans la Fonction Publique Territoriale

Le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) s'inscrit dans la démarche de simplification initiée dernières années par le Ministère de la Fonction Publique d'État concernée par plus de primes. Sa transposition dans la Fonction Publique Territoriale doit constituer un nouvel outil indemnitaire de référence en venant remplacer la plupart des primes et indemnités existantes, le système actuel se révélant d'une grande complexité et d'une trop grande fragmentation, nuisibles à sa compréhension mais aussi à la mobilité des fonctionnaires.

Les objectifs principaux du RIFSEEP visent à :

- redonner du sens à la rémunération indemnitaire,
- valoriser l'exercice des fonctions,
- renforcer la cohérence,
- reconnaître la variété des parcours professionnels et les acquis de l'expérience,
- assurer des conditions de modulation indemnitaire transparentes et favoriser les mobilités par une comparabilité accrue entre les fonctions.

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié prévoit qu'au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'ensemble des corps de l'État relevant de la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1984, à l'exception de ceux mentionnés par arrêté interministériel, entre dans le nouveau dispositif du RIFSEEP.

Le dispositif est transposable à la Fonction Publique Territoriale :

- en application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui sont libres d'instituer ou non ce nouveau régime indemnitaire
- en vertu du principe de parité (article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 91-875 du 06 septembre 1991 qui prévoit que le régime indemnitaire fixé par l'assemblée délibérante au bénéfice des fonctionnaires territoriaux ne doit pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes),
- en application de l'article 2 du décret n° 91-875 du 06 septembre 1991, qui fixe que seule l'assemblée délibérante de chaque collectivité est compétente pour instituer par délibération le

régime indemnitaire de ses agents,

- en conformité avec l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 qui prévoit la consultation du comité technique compétent qui doit émettre un avis préalable.

#### Présentation et modalités d'application du RIFSEEP

La commune d'Aulnoye-Aymeries a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP afin de remplir les objectifs principaux suivants :

- Prendre en compte la réalité du poste détenu par l'agent et reconnaître ses spécificités,
- Susciter l'engagement des agents.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions selon les critères professionnels en lien avec le positionnement hiérarchique et le poste de l'agent.

Chaque part de l'IFSE et du CIA est définie dans la limite des montants plafonds fixés le tableau ci-après et dans le respect du principe de parité avec les fonctionnaires de l'Etat.

Conformément à l'article 5 du décret 11<sup>0</sup>2014-513 du 20 mai 2014 et à l'exception des et indemnités énumérées par un arrêté du 27 août 2015, **le RIFSEEP se substitue principe à l'ensemble des primes ou indemnités liées aux fonctions et à la manière de versées antérieurement :**

- **L'indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)**
- **L'indemnité d'Administration et de Technicité (IAT)**
- **L'indemnité d'Exercice de Missions des Préfectures IEMP)**
- **La Prime de Service et de Rendement (PSR)**
- **l'indemnité Spécifique de Service (ISS)**

**Il est en revanche cumulable, de manière non exhaustive avec :**

- **l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées,**
- **les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, indemnités différentielles dégressive,...)**
- **les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail ou les indemnités compensant le travail de nuit, le**



**dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes,**

- **la prime de responsabilité,**
- **les indemnités spécifiques de régie,**
- **la Nouvelle Bonification Indiciaire.**

En application du décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire certaines situations de congés, le RIFSEEP suivra le sort du traitement en cas de maladie ordinaire, ou durant les congés annuels, le congé accident de service, de trajet ou maladie professionnelle, le congé pour maternité ou adoption et le congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

**En congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, le RIFSEEP est systématiquement suspendu.**

**En application des dispositions du 4° bis de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le fonctionnaire autorisé à travailler à temps partiel pour raison thérapeutique perçoit l'intégralité de son traitement. La circulaire interministérielle du 15 mai 2018 précise que le fonctionnaire perçoit également l'intégralité de l'indemnité de résidence, du supplément familial de traitement et de la nouvelle bonification indiciaire, le cas échéant. Concernant le régime indemnitaire, la circulaire précitée indique que le montant des primes et indemnités est calculé au prorata de la durée effective du service. L'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés réserve le maintien des primes et indemnités dans les mêmes proportions que le traitement à certains types de congés, tel que le congé de maladie ordinaire ou le congé de maternité. Sur ce fondement, les employeurs territoriaux ont, en vertu du principe de parité, la possibilité de maintenir le régime indemnitaire des agents placés dans une situation analogue à ceux de la fonction publique de l'Etat. Or, le temps partiel pour raison thérapeutique, qui ne constitue pas un congé, ne figure pas dans le champ du décret du 26 août 2010 précité. C'est la raison pour laquelle les agents à temps partiel pour raison thérapeutique bénéficient du maintien de leur régime indemnitaire au prorata de leur durée effective de service.**

Le RISEEP se compose de deux parts :

- **l'IFSE** : indemnité principale versée mensuellement qui valorise les fonctions, les sujétions et l'expertise liées au poste de l'agent

et à son expérience professionnelle,

- le CIA : complément indemnitaire annuel, facultatif et non reconductible d'une année sur l'autre, tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent.

## **1. L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)**

### **A. Principes de base**

Une formalisation précise de 3 critères professionnels qui permettent de répartir les différents postes de la collectivité au sein de groupes de fonctions homogènes à savoir :

- L'encadrement d'équipes, la coordination, le pilotage et/ou l'élaboration et le suivi de dossiers stratégiques ou bien encore de conduite de projets,
- La technicité, l'expertise, l'expérience ou la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions telles que les formations suivies ou les démarches d'approfondissement professionnel,
- Les sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel, contraintes spécifiques liées à l'exercice de fonctions itinérantes, exposition physique ou mise en responsabilité prononcée de l'agent.

### **B. Les bénéficiaires**

Dans la limite des montants applicables à la Fonction Publique d'Etat, l'IFSE est applicable :

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel. Ils bénéficieront de l'IFSE correspondant au groupe de fonctions afférent à leur emploi.

Désormais, les cadres d'emplois concernés en mairie d'Aulnoye-Aymeries par le

RIFSEEP sont :

- Les attachés
- Les Ingénieurs
- Les Educateurs de jeunes enfants
- Les puéricultrices
- Les rédacteurs
- Les techniciens
- Les éducateurs des APS
- Les animateurs
- Les adjoints administratifs
- Les agents sociaux

- Les ATSEM
- Les adjoints d'animation,
- Les adjoints territoriaux du patrimoine
- Les adjoints techniques
- Les agents de maîtrise
- Les auxiliaires de puériculture
- Les bibliothécaires
- Les attachés de conservation du patrimoine

#### C) Le réexamen du montant de l'IFSE

Conformément à l'article 3 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014, le montant annuel de l'IFSE attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen

- En cas de changement de fonctions,
- Au moins tous les trois ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Ce réexamen ne vaut pas automatiquement revalorisation. Si elle doit s'appliquer, elle ne peut être supérieure au montant plafond fixé par délibération.

#### D) Modalités de fixation et versement de l'IFSE

- L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale, versée mensuellement et au prorata de la durée effective du travail pour les agents à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.
- En application de l'article 6 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014, lors de la première application des dispositions du décret, le niveau antérieur des primes est garanti jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent.

### 2. Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

#### a. Principes de base

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. L'appréciation se fondera sur l'entretien professionnel annuel obligatoire tel que défini par le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux.

La prise en compte de l'expérience professionnelle en dehors de l'ancienneté qui se matérialise par les possibilités d'avancement tout au long de la carrière de l'agent. Elle repose sur :

- L'élargissement des compétences
- L'approfondissement des savoirs
- La consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste

#### b. Les bénéficiaires

Dans la limite des montants applicables à la Fonction Publique d'Etat,



le CIA est applicable:

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.
- Aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel. Ils bénéficieront du CIA correspondant au groupe de fonctions afférent à leur emploi.

**c. Le réexamen du montant du CIA**

Le CIA n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Cette décision de reconduction du CIA interviendra à l'issue de l'entretien professionnel.

**d. Modalités de fixation et versement du CIA**

L'attribution individuelle du CIA est décidée par l'autorité territoriale, versée annuellement, à raison de 2 fractions (une en janvier et une en juin) et au prorata de la durée effective du travail pour les agents à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

**Le Conseil Municipal,**

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, et à la majorité des membres (3 Contre – Mmes CARON et MAIRIAUX et M PALMISTE par procuration **décide de modifier le versement du RIFSEEP lorsque l'agent est positionné en temps partiel thérapeutique, à compter du 1<sup>er</sup> Octobre 2024.**

*Et ont les membres présents, signé lecture faite.*

*« Pour extrait certifié conforme ».*

*A Aulnoye-Aymeries, le 9 Septembre 2024.*

**Le Maire,**

